

18 mars 2017 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la politique gouvernementale et sur l'engagement citoyen, à Crolles le 18 mars 2017.

Madame, Messieurs les Ministres,

Mesdames, Messieurs les Parlementaires, Elus,

Monsieur le maire de Crolles qui m'accueille avec autant d'élégance et qui me fait comprendre tout ce qui a été fait dans cette ville pour susciter l'engagement, la passion et préparer l'avenir. Justement, je suis venu à Crolles pour vous parler de l'avenir. D'abord parce que je voulais visiter une usine du futur et ici, dans votre commune, dans votre département, dans votre région, il y a STMicroelectronics. C'est véritablement un voyage dans le futur que j'ai aujourd'hui fait et on m'a même fait revêtir une tenue quasiment de cosmonaute pour entrer dans ce qu'on appelle des ateliers mais qui aujourd'hui sont tout simplement des laboratoires. C'est pour vous et pour nous, une fierté considérable de savoir qu'il y a une usine et une entreprise avec cette technologie, cette excellence et cette réussite. Et si cette entreprise a néanmoins traversé des épreuves, puisque depuis 2011 elle ne cessait de perdre du chiffre d'affaires, elle a été capable d'assurer son redressement, au point qu'il est annoncé un plan d'investissement de plus de 300 millions d'euros et des créations d'emplois, peut-être de 200 ou de 300 personnels supplémentaires car il y a eu un contrat avec un grand opérateur. Il y a donc toutes les perspectives pour que cette entreprise qui est à Crolles et qui est aussi à Grenoble et avec des sites partout dans le monde, puisse connaître une croissance qui sera elle aussi exceptionnelle.

C'est grâce à cet effort de tous - des actionnaires, l'Etat y prend sa part à travers la Banque publique d'investissement, l'Etat français mais aussi nos amis italiens, à travers la mobilisation des cadres, des salariés et puis de tout l'écosystème que l'on trouve ici dans la métropole grenobloise - qu'il y a eu cette consécration de voir une entreprise réussir ainsi sa mutation. Je parlais de l'écosystème parce que j'ai voulu me rendre au CEA Leti pour rencontrer les chercheurs, rencontrer tous ceux qui contribuent à ce que notre pays peut faire de mieux dans la science, dans l'innovation et dans la diffusion du progrès. C'est là qu'on invente ce qu'on appelle la nanoélectronique et qui va être véritablement notre futur, tous ces petits appareils, toutes ces petites parcelles de technologie qui sont dans notre vie quotidienne et qui vont transformer notre relation avec la technologie mais surtout avec la capacité de communiquer et aussi de nous soigner car tout se tient.

Il y a dans cet écosystème 25.000 emplois qui sont concernés et je parle devant le ministre de l'Industrie et il y a aussi tout cet univers technologique dont le CEA a été à l'origine et qui s'est retrouvé prolongé par Minatec - André VALLINI y a porté le lancement décisif - et qui aujourd'hui permet d'avoir cet environnement aussi favorable à l'emploi, à la création d'activités et aux technologies. Ce pôle Minatec regroupe 3.000 chercheurs et beaucoup d'étudiants qui viennent apprendre ce que seront les savoirs de demain. Si je regardais d'ailleurs les nationalités de ces salariés de STMicroelectronics comme des chercheurs qui se déploient à Minatec ou au CEA, je verrais énormément de diversité parce que tous les talents ici sont réunis pour nous permettre d'avancer sur le chemin du progrès. Mais l'enjeu, c'est aussi l'avenir de cette industrie des semi-conducteurs qui est un enjeu mondial parce que STMicroelectronics est une des premières entreprises européennes capables d'être sur ce défi technologique. Mais elle fait face à des concurrents qui viennent de Chine, des Etats Unis et nous devons donc être les meilleurs et nous

concurrents qui viennent de Chine, des Etats-Unis et nous devons donc être les meilleurs et nous ne le serons que si nous sommes capables de nous allier au plan européen.

Alors j'ai pris deux décisions : la première, c'est de poursuivre le plan nanotechnologies et de faire en sorte que ce qui avait été lancé il y a 5 ans avec un milliard 200 millions de crédits, puisse être poursuivi, déployé pour 5 ans de plus £ et la deuxième décision, c'est de constituer avec les Allemands et les Italiens, un pôle qui pourra être tout à fait décisif en matière d'avenir de ces nanoélectroniques. Nous allons donc créer un grand projet avec cette triple alliance - France, Allemagne, Italie - et ce sera sûrement ce que l'on peut proposer de mieux au plan européen. Je suis aussi venu parler de l'avenir de notre pays puisque la mairie de Crolles avait prévu de distribuer les cartes électorales à de nouveaux citoyens qui venaient d'atteindre leur majorité et qui vont émettre pour la première fois leur expression à travers le vote à l'élection présidentielle et aux élections législatives. Ce que nous avons vécu dans votre mairie, était un grand moment de partage et d'émotion, savoir que pour les jeunes, ils allaient devenir citoyens et pour les élus, ils avaient en face d'eux celles et ceux qui vont être l'avenir de la commune. Nous devons leur dire quel était le sens de ce message que nous leur adressions à travers cette délivrance d'une carte d'électeur. Ce sens, c'est que voter, ce n'est pas simplement un droit, c'est un engagement. Voter, ce n'est pas simplement s'exprimer, c'est décider pour soi-même, pour les siens mais aussi pour les autres, pour son pays et donc pour l'avenir de ce que va être la communauté nationale. Voilà ce que signifie la carte d'électeur. Voter, c'est plus qu'un acte, c'est un pacte, un pacte de confiance entre les citoyens et celles et ceux qui seront élus par eux. C'est aussi faire en sorte que ce vote puisse avoir un sens, une portée et donc je voulais leur dire que pour la première fois, ils allaient voter et ce serait pour une élection présidentielle, c'est-à-dire un scrutin majeur. Majeur pour les jeunes, le mot est bien choisi puisqu'ils arrivent à la majorité. C'est le scrutin décisif pour la politique en France et pas simplement pour la France, pour l'Europe et pour le monde car l'élection présidentielle est regardée, observée partout dans le monde parce que nous sommes un pays qui compte dans le monde et dont les choix pèsent sur l'Europe et sur l'ensemble de la planète.

Et puis c'est un choix pour 5 ans et à bien des égards, au-delà même de 5 ans. Par expérience, je peux vous le confier : les décisions qui sont prises par le président de la République valent bien au-delà de son quinquennat £ elles engagent pour longtemps la patrie, la Nation, le pays £ ce sont des choix qui vont durer au-delà même des alternances quand ils sont majeurs. Donc le vote pour l'élection présidentielle est un vote qui va compter pour une génération et de toutes les ambitions, et il y en aura beaucoup dans une élection, la seule qui vaille, c'est l'ambition pour la France. C'est pourquoi cette vérité doit être dite à l'heure où les démocraties, dont la nôtre, voient des débats qui peuvent être altérées par le bruit et par la brume. La démocratie est en danger quand les impulsions éclipsent la raison £ quand l'invective masque les perspectives £ quand le tweet remplace le texte et ça ne vaut pas qu'ici £ la démocratie est menacée quand l'exemplarité vient à manquer. Comment les citoyens pourraient-ils savoir et notamment les plus jeunes, ce que signifie le pacte républicain si les politiques eux-mêmes en oublient le sens et les clauses : l'indépendance de la justice, la liberté de la presse, l'exigence de transparence ? La démocratie est fragilisée quand les faits eux-mêmes viennent à être contestés, tronqués, ignorés par les manipulations, par les mensonges, par les falsifications. Ça ne vaut pas que pour la politique £ on le voit pour le climat où il y en a et parfois dans les démocraties les plus puissantes, qui doutent encore du réchauffement climatique. Il y en a qui mettent en cause les progrès scientifiques, doutent de ce que peuvent établir les chercheurs. Pour exprimer cette opinion qui voudrait qu'il n'y aurait plus de vérité et qu'il n'y aurait que l'équivalence entre le mensonge et la démonstration, les experts - il y en a toujours - ont exprimé cette situation au nom de la post-vérité comme s'il y avait une vérité et quelque chose au-dessus ou au-dessous. D'autres ont pris une autre forme : les faits alternatifs. Enfin ! Il n'y a pas d'alternative aux faits. Il n'y a pas plusieurs vérités, il n'y en a qu'une £ il peut y avoir plusieurs opinions, il peut y avoir plusieurs façons de chercher la vérité mais il n'y a qu'une vérité et il n'y a que des faits qui doivent être démontrés et établis. Alors les faits, regardons-les à propos de la France. La France est plus forte qu'il y a 5 ans. Puisque peu le disent, je vais le dire à leur place. Je

pense qu'ils voudraient le dire mais ils n'y arrivent pas. Allez savoir pourquoi ? Certains n'y ont pas intérêt et d'autres peut-être que ça leur fait un peu mal. Alors je vais leur faire du bien, je vais le faire à leur place : oui, la France est dans un meilleur état que cette France que j'ai trouvée en 2012. Il y a encore trop de chômage, trop d'inégalités, trop de précarité, oui c'est vrai mais cela ne suffit pas à sous-estimer l'action. Cela justifie de l'amplifier car sinon comment convaincre ? Comment se projeter ? Comment se dépasser pour l'avenir si l'on nie ce qu'a été le progrès ? Car qu'est-ce qui était en jeu en 2012 quand j'ai trouvé le pays après que les Français m'en aient confié la responsabilité ? Ce qui était en jeu, c'était la souveraineté, l'indépendance de la France avec l'explosion de la dette, la pression des marchés financiers - ce que j'avais appelé « la finance » - c'était la compétitivité de notre économie avec la perte de l'opposition dans la concurrence mondiale, la multiplication des fermetures d'entreprises, des plans sociaux. Je me souviens encore de ce qu'était la situation de l'industrie automobile, de PEUGEOT, de RENAULT au moment où j'accédais aux responsabilités. Aujourd'hui que constate-t-on ? PEUGEOT qui va reprendre OPEL et qui devient un des leaders européens alors qu'il y a 4 ans, il était menacé de faillite ou obligé de céder des actifs et donc de licencier des salariés £ parce que l'Etat a pris ses responsabilités, a pris une participation au capital, parce que les salariés eux aussi ont fait un effort considérable et parce qu'il y a des dirigeants d'entreprise et heureusement - qui sont de grand talent, tout cela nous a permis de dépasser ces obstacles et aujourd'hui d'être les premiers dans la compétition.

L'enjeu, c'était aussi la protection sociale, non pas simplement les comptes mais l'étendue de la couverture £ l'enjeu, c'était tout simplement le redressement de la France. Alors aujourd'hui, la croissance est repartie, le chômage recule, l'économie crée des emplois 200.000 l'année dernière, une performance inédite depuis 10 ans - le déficit de l'Etat est à son plus bas niveau depuis 2008 £ la Sécurité sociale est à l'équilibre £ le déficit commercial se réduit et il est un tiers inférieur à ce qu'il était en 2011 £ les marges des entreprises sont rétablies £ l'investissement repart lui aussi Je vais arrêter là, je ne vais pas vous faire souffrir - enfin pas vous, mais d'autres, ceux qui pourraient m'entendre - voilà des faits. Ils forment un socle solide, un acquis, un acquis pour nous tous et c'est ce qui doit nous rassembler.

Mais pour en arriver là, les choses n'ont pas été simples, les choix n'ont pas été faciles £ il a fallu que nous puissions soutenir les entreprises pour produire de la richesse en vue de la redistribuer car il n'y a pas de Nation sans production ni de grands pays sans industrie. C'est pourquoi j'ai mis en place la Banque publique d'investissement - je salue ici son directeur général - pour que les entreprises de taille intermédiaire, les PME, puissent être accompagnées, que les créateurs puissent avoir l'appui décisif. Nous avons mis en place le pacte de responsabilité avec le crédit impôt compétitivité emploi, nous avons baissé les cotisations pour permettre aux entreprises d'investir, d'innover, d'exporter, d'embaucher £ nous avons sauvé le crédit impôt recherche pour que nous puissions avoir un pays qui a confiance dans ses innovations et dans son excellence £ nous avons créé une alliance pour l'industrie, l'industrie du futur et ses résultats qui sont là. Ces politiques que nous avons mises en place, elles n'ont pas été faites au détriment des Français, des salariés, du pouvoir d'achat. Nous avons refusé les politiques d'austérité car jamais nous n'avons opposé le développement économique et la justice sociale £ pas davantage d'ailleurs le progrès économique et le progrès écologique parce qu'il y va de la qualité de notre environnement et de notre modèle social, parce que c'est aussi une condition pour l'attractivité, parce que les investisseurs, qu'ils soient Français ou étranger, décident d'une implantation sans doute selon le niveau d'imposition qui leur est proposé, mais ils regardent aussi la qualité des infrastructures, des services publics, la qualification des salariés. C'est pour toutes ces raisons que j'ai voulu que l'Etat puisse investir massivement dans la formation, dans l'éducation, dans la qualification.

Quand je dis qu'il n'y a pas eu d'austérité : les retraites aujourd'hui sont financées £ c'est la première fois depuis plus de 20 ans £ et en même temps, nous avons permis à celles et ceux qui commencent tôt leur vie professionnelle, ce qu'on appelle les carrières longues, qui avaient commencé à 16 ans, 17 ans, 18 ans, de pouvoir partir à la retraite à 60 ans. Cela a été la

première décision que j'ai prise au mois de juin. Pour le calcul de la retraite, j'ai introduit la pénibilité parce que ce n'est pas la même chose que de faire un travail dur, exposé aux intempéries ou au 3x8, travail de nuit. Oui, il était nécessaire d'introduire des critères pour la pénibilité et c'est une grande réforme. Je mets en garde ceux qui voudraient aujourd'hui la briser parce que même si c'est compliqué - et c'est toujours trop compliqué - rien n'empêchera de considérer que c'est injuste quand un cadre vit six ans de plus qu'un ouvrier, pourquoi l'ouvrier, lui, ne pourrait pas partir plus tôt à la retraite ?

Nous avons préservé, élargi la protection sociale et le tiers payant a été déployé, il sera bientôt généralisé et la complémentaire santé pour ceux qui n'en avaient pas, a été enfin proposée et les maisons de santé ont été multipliées par 5 en 5 ans. L'accès de tous à la santé est un principe essentiel et je sais bien le malaise aujourd'hui dans beaucoup de territoires parce que trop de nos concitoyens ne peuvent pas accéder à un médecin ou craignent de ne pas pouvoir un jour aller vers un hôpital de qualité. Nous avons donc créé 30.000 postes dans les hôpitaux mais comme les plus anciens se souviennent, on avait appelé les instituteurs au début du XXe siècle, les hussards noirs de la République et eh bien aujourd'hui, il y a aussi les hussards blancs de la République : les médecins, les infirmières, les aides-soignantes qui dans nos villes, dans nos hôpitaux, arrivent à proposer, à prodiguer un service de proximité. Voilà un défi digne de la France : faire que tous puissent être soignés dans les mêmes conditions, avec les mêmes droits et la même couverture sociale.

J'ai aussi voulu qu'il y ait de nouveaux droits pour le monde du travail et notamment le compte personnel d'activité. En France, on a toujours un talent inouï pour inventer des formules qui ne disent rien à personne donc je vais moi-même faire de la pédagogie. Compte personnel d'activité, cela veut dire que chaque salarié aujourd'hui a des droits qui lui sont propres, qui lui appartiennent et qui lui permettent de se former à tout moment de la vie. Ces droits sont d'autant plus importants, ce temps de formation d'autant plus grand que le salarié n'a pas eu les qualifications au départ qui étaient nécessaires. Donc chaque salarié en France peut disposer de ce compte qui va être alimenté tout au long de sa vie professionnelle et pour avoir une formation au bon moment, une reconversion si c'est nécessaire, une élévation de qualification, une promotion ou pour la création même d'une entreprise. Ce compte personnel d'activité, c'est un cadre collectif - chacun peut en avoir donc l'accès - mais ça appartient à tout salarié et c'est à lui, c'est son patrimoine, c'est son capital, lui qui n'a que le travail à offrir. Ce droit à la formation va permettre tout au long de la vie de pouvoir évoluer et s'élever.

J'ai même voulu que pour les demandeurs d'emploi qui étaient souvent sans qualification, il y ait un plan massif qui soit proposé 500.000 formations qui s'ajoutaient d'ailleurs à toutes les autres - donc un million de formations qui soient proposées aux demandeurs d'emploi plutôt que de les laisser attendre ou de les renvoyer à des stages qui ne mènent nulle part. Nous voyons aujourd'hui cette mobilisation et elle est celle des régions, des partenaires sociaux et de l'Etat et de Pôle Emploi.

Enfin la jeunesse qui est et restera toujours la priorité dans la République. Nous avons voulu qu'elle puisse être la priorité en termes de moyens budgétaires à travers l'Education nationale, premier budget dans la République et à travers ces postes que nous avons créés, 60.000 et à travers aussi l'accompagnement pour les élèves les plus en difficulté, l'éducation prioritaire, la formation des enseignants et puis aussi et c'était un engagement que j'avais pris - pour les élèves en situation de handicap, qu'ils puissent être accueillis aussi dans les établissements scolaires le plus longtemps possible.

Voilà ce que nous avons fait pour répondre à ce qu'était le défi principal : est-ce qu'il y aurait encore une France capable d'avancer, est-ce qu'il y aurait une économie capable de fournir les emplois ? Est-ce qu'il y aurait un pays capable d'avoir une industrie forte ? Voilà ce que nous avons fait pendant toutes ces années tout en donnant de nouveaux droits, des avancées en faisant que le progrès puisse être de nouveau rendu possible pour la santé, pour les retraites, pour le droit du travail et que nous puissions établir une forme de pacte de confiance entre les entreprises, les salariés, les élus avec la réforme territoriale et les citoyens. Cela n'a pas toujours été simple, facile, il y a eu beaucoup de débats mais nous avançons pas à pas, pas déçu et nous

été simple, facile, il y a eu beaucoup d'obstacles mais nous n'avons pas varié, pas dévié et nous avons tenu bon. Aujourd'hui, ma fierté, c'est de pouvoir remettre à mon successeur un pays qui va mieux, un pays plus fort, un pays plus digne, un pays plus soudé, un pays plus cohérent que celui que j'ai trouvé en 2012.

Mais la France fait face à des menaces et elle a subi des épreuves, vous les avez à l'esprit, des attentats qui nous ont atteints profondément. Avant même que je ne sois élu, c'était des attentats qui avaient frappé nos militaires à Montauban, à Toulouse et puis cette école juive qui avait été ciblée atrocement. Et puis ensuite, il y a eu le mois de janvier 2015, Charlie, des policiers touchés, tués, assassinés et puis l'Hyper Cacher avec une prise d'otages sanglante. Nous pensions en avoir fini et puis il y a eu les attentats du 13 novembre et puis il y a eu ensuite le 14 juillet et avant, il y avait eu des policiers assassinés de manière atroce à leur domicile et je n'oublie pas le père HAMEL après le 14 juillet à Saint-Étienne-du-Rouvray. Voilà, nous sommes devant cette menace-là et nous avons fait face. Le premier devoir du chef de l'État, c'est la protection des Français mais c'est aussi la sauvegarde de la cohésion nationale parce qu'on ne peut pas protéger les Français si les Français ne sont pas unis par des valeurs et par des principes. Dans ma fonction, il en est ainsi et il en sera ainsi jusqu'à la dernière minute du dernier jour de mon mandat et j'ai veillé et je respecterai cette exigence.

Encore aujourd'hui, il y a eu deux agressions perpétrées par le même individu contre des policiers, contre des militaires qui ont eux aussi fait face de manière courageuse et de manière maîtrisée. Ils ont abattu l'homme qui les agressait sans qu'il y ait de conséquences pour tous ceux qui étaient à Orly aujourd'hui. Oui, il y a ce que l'on appelle l'opération Sentinelle que j'ai moi-même décidée : des militaires qui viennent en renfort des policiers et des gendarmes pour assurer la protection et la sécurité. Ce sont ces militaires qui ont été agressés et qui ont répondu dans des conditions parfaitement maîtrisées. Je veux ici devant vous leur rendre hommage pour leur efficacité et pour leur courage. Mais j'ai également pris des décisions quand l'état de la menace a justifié que l'on transforme même nos priorités budgétaires et j'ai voulu qu'il puisse y avoir plus de recrutements de policiers et de gendarmes 9.000 quand plus de 13.000 avaient été supprimés dans le mandat précédent - j'ai voulu qu'on puisse avoir cette mobilisation de militaires et j'ai voulu que l'on puisse renforcer notre arsenal juridique sans jamais mettre en cause l'État de droit, qu'on soit assuré d'avoir les meilleurs services de renseignement et que nous puissions agir en toutes circonstances avec l'état d'urgence aujourd'hui, demain si c'est possible sans l'état d'urgence parce que nous devons être conscients que nous sommes dans un combat qui va durer parce que l'ennemi que nous affrontons avec d'autres Nations, c'est plus qu'une organisation avec ses ramifications, c'est une idéologie de haine, de mort et c'est le fanatisme, c'est l'obscurantisme.

Alors le combat qui est engagé et que j'ai mené avec constance et obstination, il va se poursuivre mais il suppose de la maîtrise et il suppose de la responsabilité, de la constance, de ne pas se laisser emporter, de ne pas se laisser emmener là où on ne veut pas aller, de ne pas s'égarer, de ne pas se perdre et respecter toujours les libertés et l'État de droit, assurer la cohésion, éviter les stigmatisations, les discriminations, les séparations qui viendraient altérer ce qui fait notre force commune, notre unité nationale. Il faut écarter les surenchères, les mensonges, les débordements et il y en a. Il y en a encore eu aujourd'hui parce que vous ne pouvez pas les empêcher et celles et ceux qui veulent utiliser la peur pour justifier un programme qui ne serait plus celui de la République. Alors il y a d'autres périls qui menacent la démocratie. Nous vivons un moment particulier du monde et je le dis devant les jeunes parce que c'est leur responsabilité et ce sera aussi leur devoir d'y répondre, comme chaque génération à un moment ou à un autre, a eu à se lever pour dire ce qu'elle pensait, ce qu'elle voulait. Aujourd'hui, c'est le réveil des nationalismes et des empires. Les nationalismes, vous les sentez venir, toujours les mêmes en Europe et pas simplement en Europe. Les empires, ils se réveillent avec leurs forces, avec leurs provocations en cherchant si les démocraties vont être suffisamment solides pour les arrêter. Rien ne se répète en histoire et il ne faut jamais penser que nous allons vivre ce que d'autres ont vécu. Non, chaque fois c'est différent et mais les tentations, elles, sont les mêmes, que ce soit dans des pays qui nous sont proches, que ce soit au cœur même de notre société. Ce qui est d'ailleurs un paradoxe

que nous vivons tous : nous sommes dans un monde où tout s'échange, tout se compare, tout se connaît et l'information circule. Nous pensons que nous vivons dans le même monde, un monde globalisé, ce qui d'ailleurs vrai, l'économie l'est, le savoir est partagé, le climat, il est celui que nous connaissons et il ne peut pas être séparé selon les continents mais en même temps que nous vivons ce monde globalisé, il y a des fractures, il y a des séparations, il y a des divisions qui s'oprent, il y a des tensions dans le monde. Alors que devons-nous faire face à ce défi du nouveau siècle, c'est-à-dire l'enjeu du réchauffement climatique que nous devons prendre en compte. Quand je pense qu'aujourd'hui même, une réunion des 20 pays les plus importants du monde a hésité à inscrire dans le communiqué final que le réchauffement climatique devait être une priorité et que l'accord de Paris devait être respecté ! Allez savoir qui s'est opposé à cette formulation ! Pour les plus jeunes, je vais donner les noms (mais ils les connaissent) parce que ceux qui sont protectionnistes, pensent - vous vous rendez compte !? - qu'on peut mettre des murs pour empêcher les migrants de passer et qu'on peut mettre des barbelés pour empêcher les désordres climatiques de venir ! Il y en a toujours qui se font non pas des illusions, mais qui essaient chaque fois de penser qu'ils n'ont pas de responsabilité à l'égard du monde.

Alors face à ces désordres climatiques, à ce capitalisme financier qui doit être maîtrisé, à ces migrations qui doivent être contrôlées, aucune Nation fût-elle la plus puissante, à elle seule ne peut trouver les réponses efficaces et durables. Si bien que le nationalisme n'est pas simplement une impasse, c'est un danger. A l'extérieur, car l'isolationnisme forme un couple avec le protectionnisme et il conduit à quoi ? A la guerre commerciale, aux barrières tarifaires, aux démonstrations de force. Le nationalisme ajoute le rejet à la discorde. François MITTERRAND avait eu cette formule - elle reste vraie - il était au terme de sa vie, il venait faire presque son bilan testamentaire devant le Parlement européen, ce qui était sa leçon avant de disparaître. Il avait dit : « Le nationalisme, c'est la guerre ». On l'avait écouté avec une forme de reconnaissance et de respect mais en pensant que c'était une formule qui valait pour hier. Non, c'était une formule qui valait pour demain. Alors face au nationalisme, il faut en revenir à l'Europe parce que l'Europe, elle en sait beaucoup sur cette histoire et elle doit de toutes ses forces repousser cette tentation qui signifierait la fin de son projet qui était un projet de prospérité, de paix et de progrès. C'est pourquoi le choix que vous allez faire dans quelques semaines sera déterminant en Europe et pour l'Europe parce que la France ne sera jamais un rejet et toujours un projet, un grand projet pour le pays et pour l'Europe.

Mesdames et Messieurs, nous sommes une grande Nation, la France, l'une des plus anciennes et celle qui a porté la révolution des Lumières, les droits de l'homme, les libertés partout dans le monde. Ce qui nous donne parfois une prétention à vouloir affirmer ce qui est juste pour la planète. C'est vrai que notre histoire est glorieuse même si elle comprend comme toute histoire, ses parts d'ombre. Mais qu'avons-nous hérité ? La passion de la liberté et de l'égalité, les jeunes la partagent. Le génie d'une culture portée par une langue, portée par tous les peuples qui veulent eux-mêmes user de ces mots de liberté, oui nous sommes un pays qui a toujours cette excellence, cette créativité, cette capacité d'invention, d'imagination qui font que nous sommes, nous, sans doute dans la compétition mondiale mieux armés que d'autres qui peuvent avoir des coûts salariaux plus faibles que les nôtres. Nous avons toujours cet esprit critique qui apprend à penser par soi-même et à lutter contre les dogmes, les préjugés et les autorités. En France, le pouvoir doit être respecté mais en même temps, il y a toujours dans notre pays cette volonté de le contester. Je l'ai parfaitement admis. J'admets que l'on puisse être critique et je n'admets jamais que l'on puisse dénigrer la France parce que la France, elle, n'est pas liée à ceux qui occupent les fonctions les plus éminentes. C'est la France. Je n'accepte pas que les Français - souvent d'ailleurs les élites françaises - puissent regarder la France avec distance, comme si c'était mieux ailleurs. Eh bien non, ce n'est pas mieux ailleurs et c'est ici que l'on a notre destin et c'est ici que l'on doit préparer l'avenir.

Il y a aussi cette singularité de la République française qui fait de la laïcité un principe qui n'est pas négociable, qui est un principe de liberté où chacune et chacun peut avoir la religion de son choix ou la conviction qui lui paraît la plus en conformité avec notre pensée ou notre idéal. Mais

nous devons toujours respecter des règles communes parce que c'est le principe même de la vie en commun et vivre ensemble, ce n'est pas vivre en sous-ensembles, en partie de la Nation. Nous sommes tous et toutes, quelles que soient nos origines, nos parcours, nos couleurs de peau, nos religions ou nos convictions, nous sommes tous à égalité, Françaises et Français qui vivent ensemble dans le même pays avec les mêmes valeurs et les mêmes idéaux et rien ne viendra nous séparer.

Nous aimons donc passionnément la France et je sais que c'est un sentiment partagé mais aimer la France, c'est comprendre la France, ce n'est pas l'enfermer, ce n'est pas la replier, ce n'est pas la recroqueviller, c'est avoir confiance dans ce qu'elle porte.

Il n'y a pas d'avenir pour notre pays ni pour aucun de ses voisins hors de l'Europe, contre l'Europe, sans l'Europe. L'avenir du continent n'est pas dans la cassure qui causerait la fermeture & la sortie de l'euro, la sortie de l'Union, ce serait une sortie de route, une sortie de l'histoire. Elle signifierait l'appauvrissement des Françaises et des Français, des salaires abaissés, des pensions diminuées, une épargne évaporée, une inflation revenue.

Ce serait aussi un abaissement de la France : moins de débouchés pour les produits, moins de croissance pour les entreprises, moins d'investissements, moins d'emplois. La sortie de l'euro ou la sortie de l'Europe, si je puis prendre une formule, c'est le village d'Astérix sans la potion magique ! On peut imaginer un monde où on serait entre nous et ce monde-là finirait par nous retrouver et dans quel état ? Alors l'Union européenne doit être réorientée et à maints égards, relancée.

Mais si elle doit changer ses procédures, elle doit surtout bâtir un projet. Là aussi examinons les faits, qu'est-ce que nous avons fait depuis 2012 ? Est-ce que l'Europe est dans la même situation que celle que j'ai connue quand je suis arrivé aux responsabilités ? La crise de l'euro dont on parlait tant est derrière nous. La Grèce que l'on évoquait comme pouvant sortir de la zone euro, est là. L'union bancaire, c'est-à-dire la capacité que l'on avait à sauver les banques, cette union bancaire maintenant demandera aux banques de se sauver par elles-mêmes et plus aux contribuables de le faire. La Banque centrale européenne aujourd'hui intervient pour que les taux d'intérêts soient les plus bas possibles, permettant d'ailleurs aux entreprises comme aux particuliers d'acheter et d'investir. Le plan d'investissement que j'avais moi-même proposé, est en place. Voilà. Ce n'est pas forcément l'Europe telle que nous l'avons rêvée mais c'est l'Europe qui avance ! La principale faiblesse de l'Europe, elle tient à son incapacité à se regarder elle-même comme une puissance. Savez-vous que la France que l'Europe - j'allais dire la France parce que souvent on a sur l'Europe la même attitude qu'à l'égard de la France - est la première puissance économique du monde & c'est sans doute la première puissance industrielle du monde et grâce à la France, la première puissance militaire du monde. Faisons en sorte que cette puissance puisse être ouverte et qu'elle puisse être utile au monde. C'est pourquoi j'ai proposé une relance de l'Europe autour de la défense, de la défense au sens de la sécurité, de la protection parce que nous en avons besoin. J'ai proposé qu'il y ait une convergence fiscale, une harmonisation sociale en Europe et que l'Europe puisse investir - j'évoquais STMicroelectronics - dans tout ce qui est l'investissement pour demain, l'industrie d'avenir - le numérique, la santé, l'énergie, la recherche.

Voilà le chemin européen, le chemin que la France doit proposer aux Européens parce que la France est prête à l'emprunter avec eux. Il n'y a pas de place pour le nationalisme et le populisme quand il y a une volonté de faire l'Europe et de faire grandir la République. Cette volonté, ça doit être la vôtre & c'est vous qui avez la réponse. N'attendez pas de vos dirigeants qu'ils puissent eux-mêmes seuls, assurer le destin de la France & c'est vous qui devez y prendre votre part et écarter tous ces agents de mauvais augure, tous ces prophètes de déclin, tous ceux qui annoncent la disparition d'un monde pour laisser penser qu'il pourrait y en avoir un venant du passé. Non, le seul monde que je connaisse, c'est celui que nous allons préparer pour l'avenir. Il n'y a pas de démocratie sans qu'il y ait cette capacité politique. La France est un pays où il y a cette possibilité d'agir. Peu de Nations ont cette chance.

La France a aussi un atout et je veux vous en faire ici la confiance. La France est forte de ses institutions. C'est le président de la République qui souffre universellement respect par lui-même

institutions à élire le président de la République au suffrage universel, ce n'est pas lui déléguer tous les pouvoirs, c'est lui permettre d'agir en toutes circonstances et quelquefois en conscience pour que nous puissions être au bon moment face à la bonne décision. Quand j'ai été amené à intervenir pour le Mali, je l'ai fait en quelques minutes parce que c'était l'essentiel qui se jouait, parce que c'est un pays qui pouvait disparaître et quand j'ai décidé de faire intervenir nos forces en Syrie et en Irak, en Syrie par la coalition avec l'aviation, en Irak avec des forces qui elles-mêmes se sont mobilisées en soutien des Irakiens et nous sommes en train de gagner cette bataille de Mossoul, je l'ai fait également en conscience. Bien sûr que le Parlement après ratifie ces choix. Quand j'étais face à ceux qui nous attaquaient au moment des attentats, je l'ai fait parce que j'étais le président de la République. Il est très important de prendre conscience que nous avons des institutions qui nous permettent d'agir mais que nous devons, face à ce qu'est l'exigence de la démocratie, faire participer les citoyens aux décisions qui les concernent et être capables de changer nos procédures - procédure parlementaire, procédure administrative, procédure de décision publique, c'est trop long - être capables d'impliquer davantage les citoyens aux grands choix d'équipements, aux grands choix d'investissements comme vous le faites dans votre mairie ici à Crolles. J'ai même compris qu'il allait y avoir des chercheurs qui allaient venir pour étudier ce qu'est la démocratie alternative. C'est vous dire si vous êtes un objet scientifique ici, entre STMicroelectronics et la municipalité de Crolles, la recherche française a un bel avenir ici dans ce département !

En même temps que je défends les institutions et que je mets en garde celles et ceux qui voudraient en changer, je mets aussi en évidence la nécessité de faire avancer la démocratie. La démocratie politique, c'est ce que nous avons fait à travers la fin du cumul des mandats et la démocratie à travers des modes d'élection qui peuvent être plus justes mais il faut faire aussi avancer la démocratie sociale à travers un compromis qui doit être établi entre les organisations syndicales et puis les employeurs et nous avons besoin de cette négociation. Il y a des contestations mais il doit y avoir le compromis indispensable. La démocratie, c'est aussi que les associations puissent avoir toute leur place dans les décisions publiques et que nous puissions même élaborer des lois avec la participation citoyenne. C'est aussi garantir l'indépendance de la justice, la transparence pour que nous sachions tout sur le comportement de nos élus. Mais rien ne se fera sans l'engagement. L'engagement du vote - j'en ai parlé pour les jeunes - mais l'engagement aussi à travers des actes volontaires - c'est pour ça que j'ai voulu généraliser le service civique. A la fin de l'année 2017, il y aura 150.000 jeunes en service civique. Quand je suis arrivé aux responsabilités, il y en avait 19.000. Donc il y en aura dix fois plus. Chaque fois que je rencontre un jeune qui a fait ou qui fait son service civique, il me dit sa fierté, sa fierté d'avoir appris, non pas appris une connaissance ou un savoir, une expérience, et appris à être utile, appris à comprendre les autres, appris à rendre service et à se rendre service.

Il y a aussi la Garde nationale que j'ai proposée après les attentats du 14 juillet. Beaucoup y ont répondu et nous avons aujourd'hui près de 70.000 personnes qui sont dans la Garde nationale. Il y en aura 100.000 à la fin de l'année, aussi bien pour la police, que pour la gendarmerie et que pour l'armée. Il y a aussi la réserve citoyenne qui permet à des jeunes ou des moins jeunes, actifs, d'être utiles au service public. Il y a les jeunes pompiers volontaires, il y a les volontaires qui sont heureusement présents dans nos services de lutte contre l'incendie et qui assurent le secours aux personnes. Ces jeunes qui sont maintenant ici présents et qui sont dans le service qui est proposé, c'est le service civique. Et puis il y a le monde associatif et nous avons voulu dégager des crédits supplémentaires, même un crédit d'impôt, pour les associations.

Enfin il y a le rôle des partis politiques qui n'ont pas bonne presse et pourtant, sans parti politique, est-ce que l'on peut animer la démocratie ? C'est d'ailleurs prévu dans la Constitution : les partis politiques concourent à l'expression du suffrage. Il y a des syndicats parce que c'est important de faire entendre la voix de ceux qui travaillent et qui sont prêts à des compromis. Et puis il y a les corps intermédiaires, toutes les fédérations professionnelles, tous les lieux où on peut affirmer, au-delà des intérêts particuliers, un sens de l'intérêt général.

Voilà pourquoi il faut s'engager. Il y a de multiples façons de s'engager et chacun n'a pas besoin d'être président de la République pour s'engager, pas besoin d'être élu pour s'engager. Etre

citoyen suffit déjà beaucoup. Mais le citoyen n'est pas simplement celui qui vient voter ou parfois même ne pas voter, c'est souvent ceux qui ne votent pas qui sont les plus en colère ! J'ai toujours trouvé curieuse cette attitude. Vous êtes en colère, venez voter ! J'ai compris qu'il y avait 11 candidats, ça donne le choix ! Il y en a même qui veulent voter blanc même quand il y a 11 candidats - ils attendaient sans doute le 12e ! ils peuvent le faire mais le principal, c'est d'aller voter et ne pas attendre le lendemain du vote pour protester.

Je me souviens - vous aussi - du 21 avril 2002 & il ne faut pas attendre le lendemain pour savoir ce qui s'est passé la veille. Il faut faire son choix. Je ne prendrai pas une formule qui a été déjà utilisée avant moi : il vaut mieux que ce soit le bon que le mauvais. Mais le principal, c'est de faire son choix en conscience, de réfléchir, de se dire qu'est-ce qui est le mieux, pas simplement pour exprimer une colère ou un rejet, ça c'est le plus facile, non, pour dire ce que l'on peut faire ensemble. Que l'on donne non pas un pouvoir qui signifierait une forme d'utilisation de l'autorité, non, de faire que celui ou celle qui exercera le pouvoir, puisse être porté par un mouvement, par un mouvement populaire car il n'y a pas de transformation s'il n'y a pas aussi cette capacité à être ensemble.

Voilà Mesdames et Messieurs, ce que j'étais venu vous dire aujourd'hui à Crolles. La France, elle suppose que nous croyions en son destin. La France, il faut que vous en soyez conscients, elle est aimée partout dans le monde, elle est attendue et admirée. Parfois elle est critiquée mais il faut que les Français le sachent : tout ce que nous décidons ici, a une influence sur le reste du monde. Soyez conscients de tous les atouts que nous avons ensemble et en nous & soyons conscients de tout ce que nous avons en commun, ce qui évitera de se poser des questions inutiles ou d'avoir des querelles qui parfois peuvent être dangereuses. Oui, le monde qui vient est un monde nouveau & il est fait de plein d'opportunités, plein d'espoirs et en même temps plein d'incertitudes et de dangers. Est-ce qu'il n'en a jamais été autrement dans l'histoire ? Toujours il y a eu des défis, toujours la France les a relevés mais à une condition : que le message constant soit celui du courage, de la confiance dans la patrie, que l'on prenne notre destin en main, que nous soyons des pionniers et pas des pions, que nous soyons des citoyens et pas des sujets. Voilà dans ce moment du monde ce que notre pays doit faire : il doit être à la hauteur de lui-même. J'ai été heureux d'être à Crolles parce que je sais qu'ici, vous avez davantage conscience de ce qu'est l'avenir. Vive la République et vive la France !